



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

13 mai 2016

La controverse autour de la célébration de l'évènement du 13 mai 1972 a pris une autre tournure. Si effectivement, la Préfecture d'Antananarivo avait initialement déclaré que toute manifestation de commémoration requiert son autorisation au préalable, elle est finalement revenue sur sa décision. Toutefois, une mesure de sécurité drastique est mise en place. La journée d'hier a également été marquée par l'exposition, à la Gare de Soarano, mettant en scène les programmes et projets financés par l'Union Européenne et ce, dans le cadre de la célébration de la semaine de l'Europe.

Politique interne

COMMEMORATION DU 13 MAI 1972, SOUS L'ŒIL VIGILANT DES FORCES DE L'ORDRE

Chaque année, des entités et organisations commémorent la tenue du « mouvement du 13 mai 1972 », en mémoire des victimes. Mais à l'approche de la date de commémoration, la Préfecture de Police de la capitale a fait savoir qu'il faut obligatoirement disposer d'une autorisation pour la tenue de toute manifestation, même le simple dépôt de gerbes. Une déclaration qui a ainsi suscité l'indignation de l'opinion publique et de la population en général. Il semblerait finalement que le Préfet ait cédé à la pression qui prévaut face à la situation et a déclaré médiatiquement qu'il autorise finalement les évènements de commémoration sur la place du 13 mai. Cependant, des mesures de sécurité draconiennes seront prises afin de prévenir tout débordement.

- « Tous ceux qui tentent de rameuter la population seront arrêtés ! ». Le Commandant de la Circonscription Inter-régionale de la Gendarmerie Nationale (CIRNG) a été sévère et ferme devant la presse, à Ankadilalana hier. Des associations syndicales, des politiciens et d'autres entités ont pourtant déjà prévu d'entreprendre des rassemblements ce jour, or les responsables de la sécurité publique ont précisé que toutes manifestations publiques sont illégales donc interdites. Le Général Florens Rakotomahanina a d'ailleurs déclaré avoir reçu des informations selon lesquelles trois cent cinquante personnes venues des provinces ont rejoint la capitale et ce, afin de renforcer les manifestations prévues se tenir sur la place du 13 mai. » (**L'Express de Madagascar, p.3**)
- De l'avis du politicien Alain Ramaroson et de l'avocat des syndicalistes, Willy Razafinjatovo, la commémoration du 13 mai 1972 est une tradition. Ces derniers se disent par conséquent indignés par la déclaration du Préfet de Police, avant-hier. Toutefois, ce haut responsable a fini par céder, lors de la réunion de l'Organe Mixte de Conception (OMC) et a fait savoir à la presse que « tout parti et association devront se conformer aux directives des forces de l'ordre sur la place du 13 mai, lors des dépôts de gerbe. » Il a profité de l'occasion pour préciser que la Préfecture n'a reçu aucune demande d'autorisation dans le cadre de cette commémoration. (**Midi Madagasikara p.2 ; Madagascar Laza, p.2 ; Tia Tanindrazana p.3**)
- **Les Nouvelles** estime que ce sont les rumeurs de coup d'Etat qui ont amené les forces de l'ordre à prendre des mesures de sécurité strictes et à encadrer les éventuelles

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



manifestations. La psychose qui prévaut actuellement peut être justifiée vu l'émergence des foyers tensions et grèves des syndicaux qui ont marqué les deux dernières semaines. (p.3)

- C'est une offense aux victimes du mouvement « 13 mai 72 », soutient **La Vérité** en se référant aux décisions prises par les autorités. Il affirme d'ailleurs que le nombre de personnes qui seront autorisées à procéder au dépôt des gerbes de fleur devant l'Hôtel de Ville sera réduit au strict minimum. Une restriction qui contribuera davantage à renforcer l'impopularité des responsables étatiques, de l'avis du quotidien. (p.3)
- Maitre Willy Razafinjato, un des principaux meneurs du mouvement 72, a confié à la presse ses opinions à propos des décisions prises par les autorités. « De tout temps, il y a eu des dépôts de gerbes au-devant l'Hôtel de Ville. Aucun régime n'est tombé suite à un simple dépôt de fleurs. Le pouvoir actuel est le seul à y voir une tentative de renversement (...) Préparez ainsi les menottes et arrêtez-moi, car j'y serai. » a-t-il déclaré (**La Gazette de la Grande Ile p.13**)
- De l'opinion de **Madagascar Matin**, le pouvoir Exécutif est en train de paniquer car il craint qu'une explosion sociale ne survienne et entrainera la chute du régime. Les discours du Chef de l'Etat ces derniers jours évoquent d'ailleurs un éventuel coup d'Etat. Il ne faut pas non plus oublier que le mouvement de 1972 a débuté par une dénonciation des abus et injustice. (**Madagascar Matin p.3**)

SESSION PARLEMENTAIRE ORDINAIRE: UN VOTE DE CONFIANCE EVOQUÉ

Avant la rencontre avec le Chef du Gouvernement, les députés ont tenu une réunion à huis clos durant laquelle un « vote de confiance », à l'endroit des membres du Bureau permanent de la Chambre Basse a été évoqué. Selon **Midi Madagasikara**, les avis sont partagés au Palais de Tsimbazaza à ce propos. Certains parlementaires souhaitent en effet que ce ne soit pas l'ensemble du Bureau permanent qui soit sanctionné mais plutôt quelques membres en particulier. D'autres se demandent par contre s'il s'agit une procédure légale dans la mesure où ce type de vote n'est prévu, ni par le règlement intérieur de l'institution, ni par la Constitution. Ainsi, faute de disposition légale, certains membres du Parlement estiment qu'il s'agit d'une affaire interne dont la mise en œuvre sera par conséquent aussi une « affaire interne ». Par ailleurs, le basculement du groupe parlementaire VPM-MMM dans le camp du régime, suite à la recomposition du gouvernement, pourrait rendre cette tentative impossible. (p.3)

MOUVEMENT DES SYNDICAUX : REACTION DU PRM

Hier, lors de la cérémonie de passation de commandement entre le Commandant de la Gendarmerie et le CEMGAM, le Chef de l'Etat a réagi face aux différents mouvements syndicaux qui se sont multipliés dernièrement. « Il est nécessaire de faire le tri entre les vrais et les faux syndicats » a martelé le Président de la République. Il estime en effet que certains manifestants ne sont que des usurpateurs qui ne font que profiter de la situation. Il a par ailleurs précisé qu'il comprend la légitimité des revendications cependant, ils demanderont des dépenses supplémentaires. Par conséquent, le Président Rajaonarimampianina demande la coopération et la compréhension de tous. Il a également touché mot des rumeurs de coup d'Etat, qui se sont multipliées ces derniers temps, en déclarant que c'est devenu une pratique

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



courante depuis quelques temps mais à chacun de voir si cela s'avère opportun ou non. (Les Nouvelles p.2 ; Madagascar Laza p.3 ; Tia Tanindrazana p.3).

LE PARTI FREEDOM APPELLE A METTRE UN TERME AU REGIME RAJAONARIMAMPINANINA

Le parti politique FREEDOM a convié les journalistes à la Villa Pradon Antanimena, hier matin. La formation politique fondée et dirigée par la conseillère municipale d'Antananarivo, Lalatiana Rakotondrazafy a, à cette occasion, déclaré devant la presse qu'elle sollicite la prise de responsabilité de l'Assemblée Nationale afin qu'elle mette un terme au mandat du pouvoir actuel. Pour justifier son argumentation, le parti politique a dressé un tableau illustrant une situation dramatique de la conjoncture actuelle : malnutrition chronique, insécurité, corruption, trafic des ressources naturelles, etc. « Aucun espoir n'est permis et ce, malgré le récent changement du Gouvernement, si l'on juge par les gesticulations futiles des membres, incapables de répondre aux besoins urgents de la population. », a précisé le parti FREEDOM. Attendre la fin du mandat de Hery Rajaonarimampianina serait un suicide, selon son opinion. Aussi, l'équipe de Lalatiana Rakotondrazafy demande l'appui de tous les citoyens afin de mettre les députés devant leurs responsabilités pour qu'ils enclenchent la procédure de déchéance, conformément à l'article 103 de la Constitution. (La Vérité p.2 ; Midi Madagasikara p.3 ; L'Express de Madagascar p.5 ; Les Nouvelles p.2 ; Madagascar Laza p.3 ; Madagascar Matin p.3 ; L'Observateur p.7 ; Tia Tanindrazana p.2)

Economie et société

LES JOURNALISTES DEBATTENT SUR LA LIBERTE D'EXPRESSION

Mercredi dernier, à l'Alliance Française d'Andavamamba, les professionnels de l'information sont revenus sur le débat portant sur les enjeux de la liberté d'expression dans la Grande Ile. Selon le rapport de Reporter Sans Frontière (RSF), Madagascar se trouve à la 56^{ème} position dans le classement mondial de la liberté de la presse alors que si l'on se réfère au classement de Freedom Press, Madagascar se situe 123^{ème} sur les 199 pays observés. Par ailleurs, le problème avec les patrons de presse a été évoqué. En effet, le fait que la majorité des propriétaires et actionnaires des entreprises de presse appartiennent à des tendances politiques implique une pratique journalistique partisane qui entrave la liberté, l'éthique et déontologie du métier. Les journalistes en sont pleinement conscients mais sont contraints d'accepter le fait. La réalité du terrain est loin des théories et des principes enseignés sur le banc de l'Université, ont soutenu les participants. Aussi, l'octroi de licence à l'endroit des médias audiovisuels a été également débattu. Cela fait plusieurs années que l'autorisation pour l'ouverture de chaîne de télévision et de station radiophonique a été suspendue. Toutefois, quelques-unes ont quand même pu facilement opérer, après cette interdiction, car « elles sont politiquement proches du pouvoir » a confié un des initiateurs du débat. Les participants n'ont pas caché leur scepticisme par rapport au nouveau Code de la Communication qui passera bientôt devant l'Assemblée Nationale, en raison notamment de l'enjeu de ces textes sur les réalités du métier. (L'Express de Madagascar, p.6). Tia Tanindrazana précise que ce débat entrait dans le cadre de l'ouverture de l'exposition sur les « Dessins en liberté ». Les participants ont également évoqué la « pression des bailleurs de fond » pour la suspension des règlements du métier de l'information et de la communication, en 1989. Depuis, les journalistes travaillent sans qu'aucun texte ne les

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



régisse. En outre, il n'existe pas non plus de texte qui stipule le droit à l'information des citoyens à Madagascar. (Tia Tanindrazana p.4)

Relations internationales

SEMAINE DE L'EUROPE : VITRINE SUR LES INITIATIVES DE L'UNION EUROPEENNE AU CAFE DE LA GARE

- « L'aide apportée par l'Union Européenne à travers les différents projets, aussi bien dans le secteur économique que social, témoigne de la volonté ferme de l'Europe de sortir le pays de la pauvreté et ce, en étant à l'écoute des préoccupations et des besoins de la population malgache. » Tels ont été les contenus du discours de l'Ambassadeur de l'Union Européenne lors de la cérémonie d'ouverture de l'exposition sur le partenariat Madagascar-Union Européenne. Plus d'une centaine de stands ont été ouverts au public, hier, sur le parking de la Gare Soarano. Les visiteurs se sont principalement intéressés aux impacts directs des différentes actions sur la population. (L'Express de Madagascar p.7 ; La Vérité p.11 ; Tia Tanindrazana p.3)
- L'Union Européenne a recadré ses interventions dans la Grande Ile à travers le Programme Indicatif National (PIN) qui a été signé à Bruxelles en novembre 2015. Il couvre d'ailleurs le 11^{ème} FED qui s'étalera sur une période de six ans (2014-2020). La gouvernance et le renforcement des politiques publiques, les infrastructures en support au développement économique et enfin, le développement rural seront désormais les principaux secteurs d'intervention privilégiés par l'UE. (Les Nouvelles p.18 ; Madagascar Laza p.7)

Un peu d'humour



L'Express de Madagascar p.3

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrakaza@eces.eu

Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

